



Déclaration SNUipp-FSU 33 – CAPD du 16 février 2017

Monsieur Le Directeur Académique,

Le SNUipp-FSU33 a organisé depuis la rentrée plusieurs stages syndicaux auxquels de nombreux-ses collègues ont participé, portant notamment sur l'évolution du métier et celle des **conditions de travail**.

Si beaucoup de collègues affirment leur fierté d'exercer ce métier, nombre d'entre eux-elles témoignent des difficultés qu'ils-elles rencontrent face aux mutations du métier des enseignant-es, enseignant-es à qui il est de plus en plus demandé, bien au-delà de l'enseignement en classe. Ces mutations ne doivent pas se faire au détriment du bien-être et de la santé de nos collègues. De nombreuses enquêtes et études récentes font état chez les enseignant-es d'un important mal-être au travail, nous le constatons également sur le terrain.

Les causes peuvent en être multiples : difficultés relationnelles, difficulté face à la prise en charge d'élèves à besoins éducatifs particuliers ou porteurs de handicap, nombre important d'élèves par classe notamment en maternelle, charge de travail excessive, succession de réformes, formation insuffisante, entrée difficile dans le métier, nouveaux rythmes scolaires, manque de reconnaissance, faibles perspectives de mobilité géographique ou professionnelle, gestion des ressources humaines (politique départementale sur les temps partiels, profilage de postes à outrance, mesures de carte scolaire brutales et non concertées...).

Pour nous, représentant-es du personnel, cette situation est inquiétante : soumis-e à des situations de stress importantes et répétées, de trop nombreux-e collègues se trouvent en situation d'épuisement professionnel.

C'est pourquoi nous vous demandons d'engager u-ne réflexion départementale sur le sujet. Nous sommes désireux-e d'échanger avec vous sur l'identification des causes de la souffrance au travail et de proposer des pistes de travail et de prévention pour les personnels, notamment en lien avec le CHSCT et le CTSD. Le SNUipp-FSU33 sollicitera une audience auprès de Monsieur le Directeur Académique sur le sujet.

Les transformations et transferts de postes - psychologue scolaire, maîtres E, maîtres G, ZIL, EFIV - traduits en mesure de fermetures et ouvertures de postes lors de la première phase de la carte scolaire ont été vécus par les personnels comme un déni de leur professionnalité et comme une grande violence, pour la seconde fois.

L'identité professionnelle d'un-e enseignant-e G n'est pas la même que celle d'un-e enseignant-e E, celle d'un-e enseignant-e qui intervient auprès d'élèves « enfants du voyage » diffère de celle d'un-e PDMQC.

L'État a investi dans la formation de personnels qui ont mené un travail important pour évoluer. Quel gâchis ! Alors que la communauté éducative pensait enfin voir la situation des RASED s'améliorer, notamment par le déploiement des postes G, ces décisions sont incompréhensibles et ne vont pas dans le sens d'une école plus inclusive.

Le SNUipp-FSU 33 souhaite vous interpeller à nouveau sur la question de la **formation continue**, aujourd'hui réduite à la portion congrue, les journées du recteur et les animations pédagogiques de circonscription en tenant seules lieu. Les remontées du terrain sont inquiétantes.

La situation des conseiller-es pédagogiques nous inquiète sérieusement, la rentrée a été difficile pour beaucoup d'entre eux-elles : la mise en place de GAIA, les formations sur les « journées du recteur », le suivi des jeunes enseignant-es, les formations sur les nouveaux programmes... autant de tâches et de missions qui ont pesé sur leurs épaules.

Beaucoup d'enseignant-es nous font part de leur souhait de formation, mais de leur insatisfaction quant à la mise en œuvre des animations pédagogiques :

- Depuis la réforme des rythmes scolaires, les heures de formation sont concentrées sur le mercredi après-midi ou en fin de journée de classe, temps où les enseignant-es ne sont pas toujours réceptif-ves, des moments qui étaient auparavant consacrés à la préparation de la classe, à la concertation en conseils de maîtres ou avec les partenaires... Cela rend la charge de travail hebdomadaire plus importante et plus difficile à gérer. À cela s'ajoutent les 6h du recteur, les 108h, les APC, les rencontres avec le collège (ou les liaisons inter-cycles), la concertation pour l'inclusion des élèves d'ULIS-école et tout le travail invisible des enseignant-es : mise en œuvre des projets, collaboration avec les partenaires (mairie, associations, médico-scolaire, social), rencontres avec les familles, équipes de suivi, lien avec les autres personnels de l'école (AVS, animateurs du périscolaire ou des « TAP »), personnels ATSEM...
- Beaucoup d'enseignant-es voient leur parcours de formation partiellement ou complètement imposé. Certains enseignant-es souhaitent assister à des conférences de chercheur-ses afin d'alimenter leur réflexion pédagogique. D'autres, ou les mêmes collègues mais à d'autres moments, privilégient les formations d'équipe afin de mettre en œuvre des projets en lien avec les conseiller-es pédagogiques de circonscription. Si nous comprenons la volonté de définir des orientations pour la formation en circonscription, nous souhaitons que les propositions de formation soient élargies et que les besoins des équipes soient partout mieux prises en compte.
- Certain-es collègues, notamment en zone rurale, sont en difficulté lorsque les formations sont proposées sur Bordeaux et la métropole compte tenu des distances et des temps de trajet (180 km A/R pour se rendre de Soulac à l'atelier Canopé de Mérignac pour une formation).
- Enfin, si Magistère peut être un outil intéressant pour la diffusion de conférences ou le partage d'expériences, les collègues sur le terrain ne semblent pas y trouver un grand intérêt pour leur pratique professionnelle.

Le SNUipp-FSU33 défend une formation continue effective et de qualité pour tou-tes les enseignant-es. Les difficultés exposées précédemment sur les animations pédagogiques, la disparition des stages longs liée à la réforme de la formation initiale sont alarmantes pour notre profession.

Vous nous avez dit, Monsieur le Directeur Académique, votre volonté de relance de la formation continue sur le département. Nous souhaitons que les représentant-es des personnels soient associé-es à cette réflexion, et que des objectifs clairs et ambitieux soient donnés à la formation continue sur la base des constats de terrain faits par les collègues, les CPC, les IEN. Nous demandons un groupe de travail sur le sujet.

Enfin, nous rappelons notre opposition à la **politique de profilage** massif de notre département, point que nous souhaitons aborder en séance comme initialement prévu à l'ordre du jour.